



La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies et des autres Organisations Internationales à Genève présente ses compliments au Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) et a, de nouveau, le devoir et le regret de se référer à l'avis du GTDA n°68/2020 du 24 novembre 2020, de même que la communication conjointe n° AL MAR 5/2020 du 07 janvier 2021, en relevant l'usage d'un langage et d'une terminologie illustrant un parti pris politique concernant les cas invoqués aussi bien dans l'Avis, que dans la communication conjointe.

A cet égard, les autorités marocaines considèrent que toute communication ou Avis qui lui sont adressés doivent respecter la neutralité et l'impartialité totale, ce qui n'est pas le cas dans le vocabulaire et la terminologie contenus dans les deux textes visés par cette lettre.

Le Maroc exprime son attachement pour sauvegarder et maintenir l'interaction et le haut niveau de coopération ayant caractérisé, jusqu'à présent, ses relations avec tous les mécanismes et procédures relevant du Conseil des Droits de l'Homme. Il n'en demeure pas moins que tout dépassement du mandat du GTDA est de nature à amener le Maroc à reconsidérer cet esprit de coopération constructive.

A cet égard, La Mission Permanente du Royaume du Maroc relève, ci-après, certains éléments, suscitant des interrogations, mais aussi la consternation des autorités marocaines compétentes, dont il conviendrait de tenir impérativement compte :

1. La communication conjointe n° AL MAR 5/2020 en date du 07 janvier 2021, (objet d'une précédente lettre n° 26 au 08 janvier 2021, de cette Mission, n'ayant fait l'objet d'aucune réponse), ayant été, selon les termes mêmes de la communication, adressée en copie au « front polissario », n'est autre qu'une atteinte flagrante aux méthodes de travail, et au code de conduite encadrant les activités des procédures spéciales.

En effet, rien ne peut justifier que des informations transmises, exclusivement, au HCDH soient partagées avec une quelconque partie, de surcroît n'ayant aucun statut officiel auprès des Nations Unies à Genève, de plus impliquée en tant que mouvement armé dans un différend régional sur le Sahara, et mandaté pour le faire par la partie hostile au Royaume du Maroc, en l'occurrence l'Algérie.

2. Quant à l'Avis n°68/2020, le GTDA a opté également pour une prise de position politique, accompagnée d'interprétations, abusives au-delà du mandat strict qui lui est confié, sans tenir compte aucunement des arguments communiqués par le Royaume du Maroc.

Dans une lecture biaisée, le GTDA intervient directement dans le champs politique, s'élevant en défenseur de personnes « qui militent pour l'autodétermination de la population au Sahara occidental » Para 87.

De même le Groupe de Travail certifie, sans preuve ni référence aux procédures judiciaires légales le concernant que Walid Batal, du fait de son statut de « sahraoui et ses opinions » est poursuivi, alors que ces accusations ont été réfutées dans les réponses fournies par les autorités marocaines.

Agissant de la sorte, le Groupe de travail ne prend pas en considération l'exploitation et l'instrumentalisation agressives et abusives dont font l'objet ses commentaires par des moyens politiquement motivés par les parties hostiles au Maroc, qu'il s'agisse du polissario et de la principale partie impliquée dans le différend, en l'occurrence l'Algérie et les soutiens isolés et limités dont elle dispose.

La terminologie utilisée par le Groupe de Travail ne fera qu'accentuer l'agressivité de l'Algérie pour instrumentaliser davantage ces questions au sein du Conseil des Droits de l'Homme, et le détourner de ses objectifs nobles de la promotion et la protection des droits de l'Homme.

Cette terminologie présume, également par elle-même, du contenu de l'Avis qu'elle se propose d'émettre sur ce sujet, et il est dès lors nécessaire de s'interroger sur son intérêt éventuel pour recevoir les faits et arguments juridiques dûment fondés que lui transmettent les autorités marocaines.

Cette Mission a pris la responsabilité de saisir le Haut-Commissariat et ses instances concernées afin de faire en sorte que désormais, les titulaires de mandat se limitent au langage convenu et approprié, selon leurs méthodes de travail, sans quoi, les autorités marocaines seraient amenées à s'interroger sur la substance et la dimension de leur coopération avec les mécanismes impliqués.

Dûment conscientes de leurs responsabilités vis-à-vis de leurs engagements internationaux en la matière, les autorités marocaines considèrent que les intérêts supérieurs du pays ne peuvent faire l'objet de défi ou d'interrogation, de la part de mécanismes qui ont pour objectif essentiel de dialoguer sur la protection et le respect des droits de l'Homme, sous juridiction marocaine, à l'exclusion de toute considération politique.

Aussi, l'espoir est exprimé pour que les mesures appropriées soient prises pour que les commentaires de mon Gouvernement soient pris en considération, et que cette Mission soit informée en conséquence.

La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies et des autres Organisations Internationales à Genève, saisit cette occasion pour renouveler au Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme, l'expression de sa considération distinguée.



Genève, le 27 janvier 2021

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH)
Palais Wilson, Genève
Email : registry@ohchr.org



COURTESY TRANSLATION

The Permanent Mission of the Kingdom of Morocco to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva presents its compliments to the Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR) and has, once again, the duty and regret to refer to the opinion of the WGAD n° 68/2020 dated November 24th, 2020, as well as the joint communication n° AL MAR 5/2020 dated January 7th, 2021, noting the use of a politically biased language and terminology regarding the cases raised both in the opinion and the joint communication.

In this regard, the Moroccan authorities consider that any communication or opinion addressed to them must respect total neutrality and impartiality, which is not the case in the vocabulary and terminology contained in the two texts referred to in this letter.

Morocco expresses its commitment to safeguard and maintain the interaction and the high level of cooperation that has characterized, until now, its relations with all mechanisms and procedures of the Human Rights Council. Furthermore, any outpace of the WGDA's mandate is likely to lead Morocco to reconsider this spirit of constructive cooperation.

In this regard, the Permanent Mission of the Kingdom of Morocco notes some elements below, that raises questions, but also the consternation of the Moroccan authorities, which should be taken into account:

1. The joint communication n ° AL MAR 5/2020 dated January 07th, 2021, (subject of a previous letter from this Mission n °26 dated January 08th, 2021, which has not been the subject of any response), having been, according to the same terms of the communication, sent in copy to the "Polisario front", is nothing but a flagrant violation of working methods and code of conduct governing the activities of special procedures;

Indeed, nothing can justify that information transmitted, exclusively, to OHCHR be shared with any party, especially one that has no official status with the United Nations in Geneva, in addition to being involved as an armed movement in a regional dispute on the Sahara, and mandated to do so by a party hostile to the Kingdom of Morocco, in this case Algeria;

2. As for the opinion n ° 68/2020, the WGAD also opted for a political position, accompanied by abusive interpretations, beyond the strict mandate entrusted to it, without taking into account of the comments communicated by the Kingdom of Morocco;

In a biased reading, the WGAD intervenes directly in the political field, setting itself as a defender of people "who militate for the self-determination of the population in Western Sahara" (Para 87);

Similarly, the Working Group certifies, without proof or reference to legal proceedings, that Walid Batal, because of his status as "Sahrawi and his opinions" is being prosecuted, while these accusations have been contested in the answers provided by the Moroccan authorities;

In doing so, the Working Group does not take into consideration the aggressive and abusive exploitation and instrumentalization of its comments through politically motivated means by parties hostile to Morocco, either by the polisario or the main party involved in the dispute, in this case Algeria and its isolated and limited supporters;

The terminology used by the Working Group will only accentuate Algeria's aggressiveness to further instrumentize these issues within the Human Rights Council, and divert it from its noble objectives of promoting and protecting human rights;

This terminology presumes also on the content of the opinion that it proposes to adopt on this subject, and it is therefore necessary to ask questions on the possible interest behind receiving comments duly founded by the Moroccan authorities.

This Mission took on the responsibility of seizing the Office of the High Commissioner and its relevant bodies in order to ensure that from now on, mandate holders limit themselves to the agreed and appropriate language, according to their working methods, otherwise the Moroccan authorities would have to put into question the substance and the dimension of their cooperation with the mechanisms involved.

Duly aware of their responsibilities regarding their international commitments in this area, the Moroccan authorities consider that the highest interests of the country cannot be the subject to challenges or be questioned, from mechanisms whose essential objective is to discuss the protection and respect of human rights, under Moroccan jurisdiction, excluding any political consideration.

Also, hope is expressed that appropriate measures will be considered to ensure that my Government's comments are taken into consideration, and that this Mission is informed accordingly.

The Permanent Mission of the Kingdom of Morocco to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva avails itself of this opportunity to renew to the Office of the High Commissioner for Human Rights the expression of its distinguished consideration.



Geneva January 27th, 2021